

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Pouvoir adjudicateur :

Groupe Hospitalier de la Haute-Saône – 2, rue Heymes BP 409 – 70014 VESOUL

Objet du marché :

LOCATION DE VEHICULES DE SERVICE POUR LE GHT DE LA HAUTE-SAONE

Procédure :

Marché de fourniture passé selon une procédure adaptée
(Articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la commande publique)

Référence :

24.17/DRELT/CMP

Date limite de remise des plis :

Le mardi 19 novembre 2024 à 12h00

REPONSE DEMATERIALISEE OBLIGATOIRE

Les candidats devront adresser leurs demandes de renseignements complémentaires via la plateforme dématérialisée <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le présent document comprend 17 pages et 1 annexe.

Sommaire

SOMMAIRE	2
CHAPITRE I – ACHETEUR PUBLIC	3
ARTICLE 1. TYPE D’ACHETEUR PUBLIC	3
ARTICLE 2. NOM ET ADRESSE OFFICIELS DE L’ACHETEUR PUBLIC (ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT DE LA HAUTE-SAONE)	3
ARTICLE 3. REFERENTS DU DOSSIER	3
CHAPITRE II – GENERALITES	4
ARTICLE 4. DESCRIPTION DU MARCHE.....	4
ARTICLE 5. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE	5
ARTICLE 6. SOUS-TRAITANCE ET CO-TRAITANCE	5
ARTICLE 7. AVANCE ET RETENUE DE GARANTIE	6
CHAPITRE III – NATURE DU BESOIN	7
ARTICLE 8. PRESTATIONS ATTENDUES	7
ARTICLE 9. CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES VEHICULES.....	7
ARTICLE 10. PRESTATIONS ASSOCIEES A LA LOCATION DE LONGUE DUREE	7
CHAPITRE IV – PRIX ET REGLEMENTS	9
ARTICLE 11. CONTENU ET CARACTERE DES PRIX	9
ARTICLE 12. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	9
ARTICLE 13. TITULAIRE ETRANGER	11
CHAPITRE V – LIVRAISON, VERIFICATION, ADMISSION	12
ARTICLE 14. LIVRAISON	12
ARTICLE 15. OPERATIONS INCOMBANT AU TITULAIRE.....	12
CHAPITRE VI – EXECUTION.....	13
ARTICLE 16. QUALITE DES PRESTATIONS DE SERVICE ET FOURNITURES	13
ARTICLE 17. DUREE D’EXECUTION	13
ARTICLE 18. EVOLUTION LEGISLATIVE OU REGLEMENTAIRE.....	13
ARTICLE 19. OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	13
CHAPITRE V - DIFFERENDS ET LITIGES	15
ARTICLE 20. PENALITES DE RETARD	15
ARTICLE 21. RESILIATION DU MARCHE	15
ARTICLE 22. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	15
ARTICLE 23. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT	15
CHAPITRE VI – DEROGATIONS AU CCAG.....	16

Article 1. Type d'acheteur public

Etablissement public de santé.

Article 2. Nom et adresse officiels de l'acheteur public (établissement support du GHT de la Haute-Saône)

Nom du pouvoir adjudicateur : Groupe Hospitalier de la Haute-Saône (GH70)
Représentant du pouvoir adjudicateur : Madame la Directrice du GH70
Adresse : 2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex
Adresse internet : <http://www.gh70.fr>
Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Article 3. Référents du dossier

Référent administratif du dossier : Madame Valentine POISSENOT
Cellule Marchés Publics
Adresse : Groupe Hospitalier de la Haute-Saône
Direction des Ressources Economiques, Logistiques et Techniques
2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex
Téléphone : 03 84 96 67 41
Courrier électronique : marches.publics@gh70.fr

Référent technique du dossier : Monsieur Alexandre ZBINDEN
Responsable Service Logistique et Transport
Adresse : Groupe Hospitalier de la Haute-Saône
Direction des Ressources Economiques, Logistiques et Techniques
2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex
Téléphone : 03 84 96 21 32
Courrier électronique : a.zbinden@gh70.fr

Chapitre II – Généralités

Le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône, établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire de la Haute-Saône (GHT70), ci-après dénommé « Pouvoir Adjudicateur », assure la « fonction achat » pour le compte des établissements suivants :

- EHPAD Villa Saint Joseph - Site de Scey-sur-Saône (établissement parti) ;
- EHPAD Jean Michel - Site de Saulx (établissement parti) ;
- EHPAD Alfred Dornier - Site Dampierre-Sur-Salon (établissement associé).

Article 4. Description du marché

4.1. Objet du marché

La présente consultation a pour objet la fourniture de prestations de location longue durée de 8 véhicules de moins de 3,5 tonnes destinés au GHT70.

4.2. Forme et procédure du marché

Ce marché « ordinaire » est passé sous la forme d'un marché à procédure adaptée (MAPA) conformément aux articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la commande publique.

Le marché est un accord-cadre à bon de commande mono-attributaire sans minimum et avec un maximum de 175 000€ pour la totalité du marché.

4.3. Etendue du marché

Le montant annuel estimatif du marché est de 35 000€ HT.

L'estimation est donnée à titre indicatif et n'engage pas le GH70.

4.4. Décomposition en tranches ou lots

Le marché n'est pas alloti.

4.5. Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée initiale de 36 mois à compter du 20 avril 2025 (soit jusqu'au 19 avril 2028). Le marché pourra être renouvelé deux fois 12 mois par reconduction tacite à sa date anniversaire. A chaque date d'échéance, moyennant un préavis de deux mois, le contrat pourra ne pas être reconduit par le GH70 sans que le titulaire ne puisse s'y opposer ou réclamer une indemnité financière. Le GH70 notifiera cette décision de fin de contrat par l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'accusé de réception.

Reconduction possible du marché : ☒ Oui ☐ Non

4.6. Marchés complémentaires

Conformément à ce qui est prévu à l'article R.2122-4 1° du code de la commande publique, pour les marchés de fournitures, constituant des options au sens du droit communautaire, et si les conditions décrites à cet article sont remplies, l'acheteur se réserve, le cas échéant, le droit de passer des marchés complémentaires avec le(s) titulaire(s) de ce marché.

4.7. Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

- Variantes autorisées ☒ Oui ☐ Non

Le candidat peut présenter une variante en proposant la mise en location de véhicules légers d'occasion, ces derniers ne pouvant avoir été mis en circulation pendant une durée excédant 24 mois à la date de livraison.

Le candidat peut présenter une variante en proposant la mise en location de véhicules légers à moteur hybride.

- Prestations supplémentaires éventuelles demandées

☒ Oui ☐ Non

Le titulaire propose une prestation supplémentaire éventuelle facultative concernant les pneumatiques hiver en prévoyant :

- La fourniture,
- Le démontage et le remontage,
- Le stockage.

Le changement des pneus hivers s'effectue par 4.

Article 5. Pièces contractuelles du marché

Les documents généraux non joints sont réputés connus du titulaire du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessous.

5.1. Pièces particulières

- L'acte d'engagement (ATTRI1) ;
- L'offre détaillée du candidat ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières et son annexe.

5.2. Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) en vigueur. Ce document général, non joint, est réputé connu du titulaire du marché. Pour tout ce à quoi il n'est pas dérogé, le(s) titulaire(s) sera soumis aux dispositions du CCAG-FCS en vigueur.

5.3. Pièces à délivrer au titulaire du marché

5.3.1 Notification

Le Pouvoir Adjudicateur fera parvenir une copie de l'acte d'engagement par la messagerie sécurisée de « PLACE ».

La notification transforme le projet de marché en marché et le soumissionnaire en titulaire.

5.3.2 Nantissement et cession de créance

Si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, il devra en faire la demande au GH70, accompagnée de la copie de l'acte d'engagement qui lui a été délivrée.

L'acte d'engagement complété ou un certificat de cessibilité complété et signé sera envoyé au titulaire en exemplaire unique par lettre recommandée. Il est à noter que le GH70 ne sera pas, en cas de perte, autorisé à délivrer un duplicata de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité.

Article 6. Sous-traitance et Co-traitance

6.1. Sous-traitance

En référence l'article L.2193-1 à L.2193-9 du code de la commande publique, il est rappelé que seule une partie des marchés peut faire l'objet d'une sous-traitance.

Le candidat peut présenter son ou ses sous-traitants à la personne publique, soit au moment du dépôt de son offre soit en cours d'exécution du marché. Néanmoins la demande d'acceptation et d'agrément de chaque sous-traitant doit être faite avant tout commencement d'exécution des prestations sous-traitées.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire fait parvenir, par lettre recommandée avec avis de réception au GH70, la déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics et une déclaration mentionnant :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à payer directement au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement et le cas échéant, les modalités de variation de prix ;
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant des marchés ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

6.2. Co-traitance

Les groupements entre plusieurs candidats sont autorisés. Le marché sera alors signé avec le mandataire du groupement habilité par les autres membres du groupement (articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique).

Chaque membre doit fournir les documents administratifs exigés dans l'article 16 du RC sous peine d'élimination du groupement.

Afin d'assurer la bonne exécution de marché le GH 70 transformera les éventuels groupements conjoints en groupements solidaires à la signature du marché.

Article 7. Avance et retenue de garantie

7.1. Avances

Sans objet.

7.2. Retenue de garantie

Il n'est pas prélevé de retenue de garantie sur les versements faits au titulaire du marché.

Article 8. Prestations attendues

Par location longue durée, est entendu en prestation de base :

- La location d'une flotte de véhicules automobiles,
- L'assistance, dépannage de la flotte et la mise à disposition de véhicules de remplacement,
- L'entretien et la maintenance de la flotte,
- Les démarches en préfecture pour l'obtention des cartes grises et la fourniture et la pose des plaques d'immatriculations.

Article 9. Caractéristiques techniques des véhicules

Les caractéristiques techniques des véhicules, à respecter impérativement par les candidats, sont indiquées dans l'annexe du présent CCP.

Les candidats joindront une documentation technique complète du matériel mis à disposition (mémoire technique).

Les véhicules loués doivent impérativement répondre aux normes européennes et françaises en matière de sécurité, de respect de l'environnement, et de consommation de carburant.

Les candidats apporteront les preuves de la conformité du véhicule et des équipements aux réglementations françaises et européennes et les preuves d'homologation pour les produits qui y sont soumis.

Article 10. Prestations associées à la location de longue durée

10.1. Immatriculation des véhicules

Le titulaire prend en charge les frais de carte grise et d'immatriculation des véhicules, la fourniture et la pose des plaques d'immatriculation (les véhicules doivent être immatriculés et conformes à la législation en vigueur).

Le prix de cette prestation est inclus au montant du loyer.

10.2. Entretien des véhicules

Dans le cadre de la prestation entretien, le coût des dépenses de maintenance des véhicules loués est pris en charge intégralement par le titulaire.

Cette prestation comprend, au minimum, les interventions et services suivants :

- Toutes les opérations de maintenance réalisées dans le réseau du constructeur, concessions ou agents ;
- Toutes opérations d'entretien et de contrôles périodiques prévus par le constructeur ;
- Toutes les opérations de réparations mécaniques (remplacement des pièces d'usure), électriques (batterie et ampoules), et électroniques nécessaires au bon fonctionnement du véhicule ;

- La fourniture des lubrifiants et / ou les appoints effectués dans le réseau de la marque entre deux révisions ;
- Le remplacement des recharges de climatiseur, filtres ;
- Le remplacement des balais d'essuie-glaces usés, et des ampoules ;
- La vérification et le réglage des trains avant 60 000 kms ;
- Les contrôles techniques en conformité avec la loi (s'il y a lieu).

La prestation n'inclut pas les réparations nécessitées par une mauvaise utilisation du véhicule par le pouvoir adjudicateur.

Tous les frais consécutifs à une panne mécanique sont à la charge du titulaire (inclus dans la location).

Il appartient au titulaire de fournir **dans son offre** :

- Le nom de l'interlocuteur ou du service à informer ;
- La procédure pour l'entretien du véhicule ;
- La liste des éléments compris dans le contrat d'entretien ;
- La liste des adresses des réparateurs agréés ou des garages référencés.

Ces opérations d'entretiens sont effectuées sans avance de frais de la part des bénéficiaires.

10.3. Pneumatiques

Les véhicules peuvent être équipés de pneumatiques permettant de moins consommer de carburant et donc d'émettre moins de CO2 afin de contribuer à la protection de l'environnement.

Tous les véhicules sont systématiquement équipés d'un kit anti crevaison ou d'une roue de secours avec un cric.

Aucun véhicule ne doit être équipé de pneumatiques rechapés.

10.4. Véhicules de remplacement

Le titulaire s'engage à mettre à disposition des véhicules de remplacement au moins équivalents en cas d'immobilisation selon les conditions décrites ci-dessous. Il a la possibilité de proposer des durées supérieures dans le mémoire technique, qui représentent alors les durées contractuelles.

En cas de maintenance, le véhicule de remplacement est délivré en cas d'immobilisation.

En cas de panne mécanique, électrique ou électronique : le véhicule de remplacement est délivré pour la durée des réparations dans la limite de 10 jours.

En cas d'accident, d'incendie ou de destruction totale (épave) : le véhicule de remplacement est délivré pour la durée des réparations dans le cas d'un sinistre, dans la limite de 15 jours.

En cas de vol : le véhicule de remplacement est délivré jusqu'à découverte du véhicule volé dans la limite de 30 jours. Si le véhicule est retrouvé détérioré avant l'expiration du délai, le prêt est prolongé pour la durée des réparations sans que la durée totale (vol et réparations) puisse excéder 30 jours.

Ces remplacements ne donnent lieu à aucune indemnité supplémentaire.

Article 11. Contenu et caractère des prix

11.1. Forme des prix

Le candidat présentera son offre de prix en Euro.

Les prix sont fermes et définitifs pour la durée du contrat (36 mois).

Les prix proposés incluront l'ensemble des prestations prévues au présent marché, en respectant les contraintes et dispositions techniques énoncées dans le présent Cahier des Clauses Particulières.

11.2. Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales, tous les entretiens, réparations et contrôles de sécurité périodiques obligatoires, et autres frappant la prestation, objet du marché

11.3. Révision des prix

A chaque reconduction du marché, les prix seront maintenus soit identiques, soit révisables. S'il y a révision, celle-ci s'opèrera à la hausse comme à la baisse par négociation entre le prestataire et l'établissement. Les nouveaux tarifs devront alors être proposés au GH70 au moins trois mois avant le début de la nouvelle période. Aussi, le silence du titulaire, au-delà de cette date, sera assimilé à une proposition de maintien des prix unitaires en vigueur pour cette nouvelle période d'exécution.

Clause butoir : la révision des prix ne pourra en aucun cas conduire à une augmentation supérieure à 2% pour la nouvelle période considérée. Passé ce délai de trois mois, les tarifs resteront inchangés pour la nouvelle période.

11.4. Modalités d'escompte

Le candidat peut faire une proposition d'escompte dans le cas où le Pouvoir Adjudicateur procède au paiement anticipé à 30 jours.

Le candidat pourra présenter sur son offre financière les modalités nécessaires à l'obtention d'escompte. Le candidat présentera également les taux pouvant être obtenus et les prérequis pour les obtenir.

Article 12. Modalités de règlement des comptes

12.1. Présentation des demandes de paiement

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique.

La facture devra comporter les mentions suivantes :

- Nom et adresse du titulaire ;
- Numéro de son compte bancaire tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- Date de la facture ;
- Référence du marché ;
- Numéro de la commande ;
- Désignation de la prestation réalisée ou de la fourniture livrée ;
- Montant net HT de la prestation réalisée ou de la fourniture livrée ;
- Taux et montant de la TVA ;
- Le montant net TTC de la prestation réalisée ou de la fourniture livrée ;
- Les montants nets totaux HT et TTC de la facture.

La facturation est à terme échue.

12.2. Dématérialisation des factures

Dans le cadre de la **modernisation de l'action publique** et dans un souci d'amélioration du délai de traitement des factures, l'Etat français s'engage pour la dématérialisation du traitement de ses factures.

A cette fin, une **solution** informatique **gratuite et sécurisée**, **Chorus Pro**, est mise à votre disposition afin **de transmettre vos factures sous forme dématérialisée**.

L'utilisation de ce portail devient **obligatoire** pour toutes les factures adressées à une personne publique à compter du 1er janvier 2017, dans le respect du calendrier défini par la loi du 3 janvier 2014.

Chorus Pro vous apporte des gains de temps dans l'envoi, le traitement et le suivi de vos factures. Elle permet aussi l'économie des coûts d'envoi postal et d'archivage papier. Vous bénéficiez également de nouveaux services comme le suivi en ligne de l'état de traitement des factures émises ou la possibilité d'adresser une question via l'espace assistance dédié.

Dématérialisation des factures pour le Groupe Hospitalier de la Haute Saône

Vos factures dématérialisées adressées au GH70 devront comporter les informations suivantes :

° Le **numéro de SIRET**, qui identifiera le **Groupe Hospitalier de la Haute-Saône** en tant que destinataire de la facture : **267 006 617 00109**

° Le **code service** qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure.

0206	Service technique/logistique
------	------------------------------

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique.

Les conséquences d'une orientation erronée des factures dans un autre service de l'établissement, voire hors du GH70, sont imputables au seul contractant.

Tout paiement sera fait par le comptable assignataire du GH 70 :

*Trésorerie des établissements hospitaliers de la Haute-Saône (TEHHS)
Groupe Hospitalier 70
2 rue René Heymès
BP 409
70014 VESOUL Cedex*

Dématérialisation des factures pour l'EHPAD Jean Michel à Saulx de Vesoul

Vos factures dématérialisées adressées à l'EHPAD Jean Michel de Saulx devront comporter les informations suivantes :

° Le **numéro de SIRET**, qui identifiera l'EHPAD Jean Michel à Saulx en tant que destinataire de la facture : **267 000 057 00013**

° L'EHPAD Jean Michel de Saulx ne dispose pas de code service, l'ensemble des factures transmises par Chorus Pro arrive au service unique réceptionneur à savoir les Services Economiques.

° Le numéro d'engagement que vous trouverez sur le bon de commande.

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique.

Les conséquences d'une orientation erronée des factures dans un autre établissement que celui de l'EHPAD Jean Michel de Saulx, sont imputables au seul contractant.

Dématérialisation des factures pour l'EHPAD Saint Joseph à Scey sur Saône

Vos factures dématérialisées adressées à l'EHPAD St Joseph de Scey devront comporter les informations suivantes :

° Le **numéro de SIRET**, qui identifiera l'EHPAD St Joseph de Scey en tant que destinataire de la facture : **267 000 081 00013**

° L'EHPAD St Joseph de Scey ne dispose pas de code service, l'ensemble des factures transmises par Chorus Pro arrive au service unique réceptionneur à savoir les Services Economiques.

° Le numéro d'engagement que vous trouverez sur le bon de commande.

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique.

Les conséquences d'une orientation erronée des factures dans un autre établissement que celui de l'EHPAD St Joseph de Scey, sont imputables au seul contractant.

12.3. Délai de paiement

Le paiement s'effectuera par virement dans un délai maximum de 50 jours à compter de la date de réception de la facture ou de la date d'exécution de la prestation, si celle-ci lui est postérieure.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable public quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différend sur les sommes dues au titulaire.

Article 13. Titulaire étranger

La monnaie de compte des marchés est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français. Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 14. Livraison

Etablissement	Adresse de livraison	Véhicules à livrer
Hôpital de Vesoul	Entrée logistique Rue Lucie et Raymond AUBRAC 70 000 VESOUL	6 véhicules
EHPAD Saint Joseph	13 rue de la Croix de Pierre 70 360 SCEY-SUR-SAONE	1 véhicule
EHPAD Jean Michel	1 Grande rue 70 240 SAULX	1 véhicule

Le titulaire aura arrêté un délai de livraison dans son offre qu'il se devra de respecter. Dans le cas contraire, il sera appliqué une pénalité par jour de retard.

La livraison du véhicule devra au préalable avoir été convenue (date et heure) avec le responsable du service de transport au moins deux semaines avant le jour prévu.

Le véhicule loué doit être livré avec un minimum de 30€ TTC de carburant.

Le bon de réception devra comporter la référence du marché, l'identification du titulaire, le numéro d'immatriculation du véhicule et le kilométrage de ce véhicule. Il devra être signé par les deux parties : le titulaire et le pouvoir adjudicateur.

La non-conformité du véhicule, un non fonctionnement et/ou une présentation défectueuse autoriseront le GH 70 à refuser de prendre la livraison du véhicule. Dans ce cas, les frais de retour sont à la charge du titulaire et des pénalités par jour de retard seront appliquées le temps qu'un nouveau véhicule conforme soit livré. Durant ce laps de temps, le titulaire mettra à disposition un véhicule de remplacement avec des caractéristiques proches du véhicule attendu.

La durée de location débute à la date de signature du procès-verbal de livraison par le bénéficiaire. Les loyers deviennent exigibles à cette date.

Article 15. Opérations incombant au titulaire

A la livraison, le titulaire s'engage par ailleurs :

- à dispenser, en présence du personnel utilisateur du GH70, une information liée aux aménagements, à leur utilisation et à leur entretien courant ;
- à fournir les documents administratifs (carte grise, assurance, etc.),
- les documentations techniques détaillées en français, etc es documentations techniques détaillées en français, etc
- à fournir une notice en langue française permettant l'utilisation et l'entretien du véhicule ainsi qu'un carnet d'entretien et, le cas échéant, le numéro d'assistance.

Article 16. Qualité des prestations de service et fournitures

Les prestations de services et fournitures doivent être conformes aux spécifications techniques décrites au présent Cahier des Clauses Particulières.

Article 17. Durée d'exécution

La durée d'exécution du marché court à compter de la date de début du marché indiqué à l'article 4.5 du présent Cahier des Clauses Particulières, jusqu'à l'exécution de la dernière prestation, même si celle-ci est opérée au-delà du terme du marché.

Article 18. Evolution législative ou réglementaire

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

En cas de modification de la législation en cours d'exécution du marché, le prestataire retenu devra appliquer les nouvelles directives sans pouvoir réclamer une contrepartie financière.

Le représentant de l'acheteur pourra négocier de bonne foi une modification en cours d'exécution du marché afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation. En cas de refus de la part du titulaire, le marché sera résilié sans indemnisation et à ses torts exclusivement.

Article 19. Obligations du titulaire

19.1. Changements affectant le titulaire

Le titulaire s'engage à informer le GH70 de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- La personne ayant qualité pour le représenter ;
- La forme de l'entreprise ;
- La raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- Son adresse ou son siège social ;
- La cession d'une ou de différentes activités ;
- L'acquisition d'une nouvelle activité ;
- Son adresse bancaire, ...

Et lui fait parvenir, le cas échéant, par courrier à entête signé un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB ou un RIP.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures sera suspendu tant que le GH70 ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant.

19.2. Obligation d'assurance

Le titulaire déclare avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile et/ou professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages occasionnés par l'exécution du marché. Le titulaire s'engage à s'assurer contre le risque de tout dommage de quelque nature que ce soit pouvant intervenir sur les lieux d'exécution des prestations ou en connexion avec lesdites prestations, et imputables directement ou indirectement à l'un de ses employés et/ou à leurs prestations.

Le titulaire s'engage à communiquer une attestation de ladite assurance dès que le GH70 en fait la demande, pendant toute la durée d'exécution du présent marché.

19.3. Modification de la durée et/ou km en cours de contrat

Le titulaire a une obligation de conseil à travers l'optimisation de la location. Il doit ainsi proposer de modifier le couple durée/ kilomètre en cas d'écart kilométrique à la hausse comme à la baisse pour chaque véhicule.

Le cas échéant le titulaire régularise par un avoir ou une facture l'écart entre les loyers réglés par le Bénéficiaire pour la période écoulée et ceux qui auraient dû être payés.

Article 20. Pénalités de retard

L'application des pénalités déroge à l'article 14 du CCAG-FCS :

- Pénalité n°1 : Si le délai de livraison dans l'offre du titulaire n'est pas respecté, il sera appliqué une pénalité de 150 € par jour de retard ;
- Pénalité n°2 : En cas de non-conformité du véhicule, les frais de retour sont à la charge du titulaire et des pénalités de 50 € par jour de retard seront appliquées le temps qu'un nouveau véhicule conforme soit livré.

Ces pénalités seront applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Article 21. Résiliation du marché

En cas d'incidents graves et répétés ou plus généralement, constatant le défaut des obligations contractuelles de l'attributaire du présent marché, susceptibles d'engager la qualité ou la sécurité de la prise en charge des patients ou affectant les personnels des structures, le GH70 pourra résilier, sans indemnités, le présent marché après avoir invité le titulaire à présenter des explications dans un délai approprié. En ces termes, le CCAG FCS s'appliquera de plein droit.

Article 22. Exécution aux frais et risques du titulaire

En cas de résiliation aux torts du titulaire, ou dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus aux marchés ou sur le bon de commande, le GH70 pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

Article 23. Droit applicable et tribunal compétent

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

L'instance chargée des procédures de recours ainsi que le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est :

Tribunal Administratif de Besançon,

30 Rue Charles Nodier,

25000 BESANCON

Tel 03.81.82.60.00

Fax : 03.81.82.60.01

Mail : greffe.ta-besancon@juradm.fr

Chapitre VI – Dérogations au CCAG

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services :

Articles du présent CCP	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Objet
Article 5.1	Article 4.1	Ordre de priorité des pièces du marché
Article 20	Article 14	Pénalités de retard
Article 22	Article 45.1	Exécution aux frais et risques du titulaire